



Rencontre entre Geneviève Guilbault et le milieu municipal

TRANSIT appelle la ministre Guilbault et le gouvernement à respecter les engagements pris en campagne électorale

Montréal, le mardi 7 mai 2024 – Au lendemain de la rencontre entre la ministre Guilbault et les mairesses et maires présidents des sociétés de transport collectif, l'Alliance TRANSIT rappelle **l'engagement électoral** de convenir **d'une entente de cinq ans afin permettre la prévisibilité et d'assurer la qualité des services** pris par le Premier ministre François Legault et réitéré à de nombreuses reprises par les ministres des Transports consécutifs. L'Alliance TRANSIT salue néanmoins la volonté d'entamer dès maintenant les discussions plutôt que de se trouver dans un cul-de-sac cet automne à quelques semaines de l'adoption des budgets municipaux.

« Alors que l'engagement électoral était un pacte fiscal sur cinq ans, les discussions actuelles laissent entendre qu'on se dirige encore vers une entente à court terme. Cette approche ne permet pas d'avoir la prévisibilité nécessaire pour assurer la qualité du service aux usagers et le développement de l'offre de transport collectif. Si on est le moins sérieux au Québec en matière de mobilité durable, on va se donner un objectif de développement des transports collectifs et se donner les moyens de l'atteindre », déclare **Marc-André Viau, directeur des relations gouvernementales chez Équiterre**.

Les membres de l'Alliance TRANSIT tiennent également à rappeler que **le débat qui a cours autour des déficits des sociétés de transports est inacceptable**.

« Quand est-ce qu'on parle du déficit des autres services publics? Nous sommes en faveur des audits des sociétés de transport, mais peut-être faudrait-il en faire aussi pour les autoroutes? Franchement, arrêtons de parler des déficits, pensons aussi aux bénéfices en termes de réduction de la congestion, d'économies pour les ménages, de santé et d'environnement, et adoptons les solutions qui sont à notre portée pour financer un service essentiel », affirme **Florence Junca-Adenot, experte en transport et professeure à l'UQAM**.

Les membres de **l'Alliance TRANSIT appellent enfin le milieu municipal et le gouvernement du Québec à être responsables.**

« Une entente qui ne prévoirait pas le retour au développement de l'offre de transport collectif serait tout simplement irresponsable. On a été capable de développer l'offre de service de 32% entre 2007 et 2015. Il n'y aura pas de transition écologique sans croissance des transports collectifs. La politique de mobilité durable du gouvernement prévoyait 5% par année et il faut s'y tenir. Ni les politiques de développement des villes ni la politique climatique du Québec ne tiennent la route sans une telle croissance », conclut **Martin Vaillancourt, directeur général du Regroupement des conseils régionaux de l'environnement.**

– 30 –

À propos de TRANSIT

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens et de citoyennes d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici à 2030. L'Alliance TRANSIT regroupe [une cinquantaine d'organisations](#) de divers domaines.

[@AllianceTRANSIT](#)

Renseignements

Samuel Pagé-Plouffe

info@transitquebec.org

514-714-6762

